



Introduction

*Isabelle Bensidoun, Jézabel Couppey-Soubeyran, Grégoire Elkouby**

Dix ans après les premiers signes de ce qui allait plonger l'économie mondiale dans la pire crise depuis la Grande Dépression, plusieurs clignotants sont passés au vert. L'activité reprend de la vigueur dans les économies avancées comme dans les pays émergents, le taux de chômage diminue et le risque de déflation semble écarté. Embellie passagère, sortie de crise ou veille d'une nouvelle crise ? C'est autour de cette question que le chapitre I de Sébastien Jean s'articule. Car si les changements de perspectives de l'économie mondiale sont manifestes, les déséquilibres restent flagrants dans la sphère financière : l'endettement ne s'est nullement résorbé depuis 2007, ce qui rend les économies très sensibles au relèvement des taux d'intérêt qui a commencé de s'opérer aux États-Unis. Les évolutions de la sphère monétaire et financière seront donc déterminantes pour l'économie mondiale.

Il en va ainsi dans le capitalisme actuel. Comme le souligne Michel Aglietta dans le chapitre II, le cycle financier dirige l'économie dans le capitalisme financiarisé qui, au tournant des années 1980, a supplanté le capitalisme contractuel, fondé sur la négociation collective, des transferts sociaux diversifiés et

* Isabelle Bensidoun, économiste au CEPII, Jézabel Couppey-Soubeyran, maître de conférences à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne et conseillère éditoriale au CEPII, ont assuré la conception et la coordination de cet ouvrage, avec l'aide de Grégoire Elkouby, stagiaire au CEPII.

une régulation financière très stricte. Ce capitalisme financiarisé sera-t-il à son tour défait ? Adviendra-t-il un nouveau régime de croissance, plus solidaire, centré sur les biens collectifs indispensables à la transition écologique ? Pas sûr et pourtant indispensable.

C'est que les excès du capitalisme financiarisé, celui-là même au cœur duquel opèrent les paradis fiscaux, sont encore manifestes. Pour les contribuables ayant supporté les coûts de l'effondrement financier, ces paradis sont loin d'être artificiels. L'analyse d'Anne-Laure Delatte dans le chapitre III nous rappelle qu'ils sont un rouage essentiel de l'évasion fiscale et qu'ils renforcent l'opacité financière. Si des avancées indéniables ont été enregistrées dans la lutte contre les paradis fiscaux, la correction des débordements du secteur financier, qui ne se limitent pas aux paradis fiscaux, reste timide. Notamment au regard de celle du commerce, car, comme l'explique Sébastien Jean dans le chapitre IV, le ralentissement des échanges ne sonne pas le glas de la mondialisation, mais indique un retour à la « normale » du commerce mondial, qui croît désormais au même rythme que le revenu. La démondialisation n'aura donc pas lieu, d'autant que, en dépit de leurs antagonismes, les grandes puissances sont liées par un destin largement commun. Il faudra donc à l'avenir frayer entre l'illusion de la démondialisation et la désillusion d'une mondialisation harmonieuse que la défiance exprimée à travers l'élection de Donald Trump, la montée des nationalismes en Europe ou le vote du Brexit ont durement rappelée.

Si les modalités du Brexit sont encore floues, la catastrophe annoncée pour l'économie britannique ne s'est pas concrétisée. Il s'ensuivra malgré tout des coûts, pour le commerce comme pour le revenu des Britanniques et des Européens, que Vincent Vicard estime, dans le chapitre V, plus élevés pour le Royaume-Uni que pour l'Union européenne. Il n'en demeure pas moins que le Brexit interroge quant aux gains mal partagés de la mondialisation. Si celle-ci a été bénéfique pour certains, elle s'est aussi révélée appauvrissante pour d'autres, car profondément (de)structurante sur le marché du travail. Les effets de la mondialisation combinés à ceux du progrès technologique ont en effet conduit à une polarisation de l'emploi, avec la disparition des emplois à revenus intermédiaires, qu'Ariell Reshef et Farid Toubal examinent dans le chapitre VI. Cette

polarisation reflète le fossé entre les gagnants et les perdants des mutations commerciales et technologiques, qui ne se réduira pas sans des politiques publiques plus actives de formation et de redistribution.

Le contexte géopolitique, marqué par la volonté de repli du président américain, l'ambition du président russe de peser sur la scène internationale et celle du président chinois de rétablir l'empire du Milieu, sera également déterminant pour le devenir de l'économie mondiale. En Russie, cette ambition géopolitique a d'ailleurs primé sur les réformes économiques, comme l'analyse Sébastien Barbé dans le chapitre VII. Le chemin des réformes est étroit et ne mènera à une refonte du capitalisme russe que si la volonté politique et la pression populaire forcent à le parcourir.

Les compléments statistiques présentés en fin d'ouvrage ont été rassemblés par Alix de Saint Vaulry.

